

Chapitre V
L'ECHANGE

Parce que les consommateurs sont prédisposés à choisir les biens politiques offerts sur les marchés en fonction de leurs intérêts sociaux et que ces biens sont produits par les entrepreneurs concurrents à partir d'un habitus socialement constitué, parce que, d'autre part, des relations stables tendent à s'établir sur les marchés qui renforcent l'attachement et la fidélité des profanes à l'égard de leurs représentants et permettent à ces derniers de faire (inégalement) partager à leurs clients leurs intérêts politiques spécifiques, les rencontres entre les producteurs et les consommateurs sur les marchés se déroulent dans la logique d'une harmonie pré-établie que divers éléments viennent toutefois altérer.

I. — L'HARMONIE PRE-ETABLIE

Bien que la situation de concurrence et l'existence d'intérêts politiques spécifiques tendent à intégrer et à harmoniser les problématiques politiques, chaque parti établit une hiérarchisation des thèmes du débat qui va en quelque sorte au devant de la hiérarchisation des préoccupations de ses clients actuels ou potentiels. Les consommateurs sont, de leur côté, enclins à sélectionner parmi les discours écoulés sur les marchés ceux qui correspondent à leurs attentes donc à reprendre les discours des partis vers lesquels ils penchent.

Dans une campagne électorale, les partis privilégient les thèmes privilégiés par les divers segments de leur clientèle et les consommateurs sont socialement conduits à s'intéresser aux enjeux mis en avant par leurs représentants. L'offre de produits politiques sur un marché est donc pré-adaptée aux attentes qu'elle a historiquement produites et qu'elle réactive.

A) *L'ajustement de l'offre et des attentes*

Ainsi, à Amiens, les thèmes plus souvent développés par les candidats, les militants et les sympathisants de l'opposition soit de manière générale, soit à l'occasion des élections municipales (développement économique,

fiscalité, commerce et centre ville, bureaucratie, sécurité, propreté, circulation, cf. chapitre III), sont d'autant plus cités par les personnes interrogées à travers les deux premiers questionnaires que l'on va vers les classes supérieures, les fractions économiques et traditionnelles des classes moyennes et (moins nettement) les agents les plus âgés (chapitre IV), c'est-à-dire vers la clientèle habituelle des partis conservateurs.

Inversement, les thèmes privilégiés par les candidats ou les militants des partis de gauche (d'une part l'aide sociale, l'emploi, le logement, le pouvoir d'achat, d'autre part la culture et l'éducation) correspondent d'autant mieux aux préoccupations citées par les personnes interrogées qu'elles sont plus jeunes, qu'elles occupent une position sociale plus basse ou qu'elles appartiennent aux milieux intellectuels (bourgeois ou petit-bourgeois) (chapitre IV) et que, par conséquent, la probabilité s'accroît qu'elles votent pour les partis de gauche.

Cette harmonie de vue entre les mandataires et leurs mandants est le produit d'une harmonisation des points de vue qui s'est progressivement réalisée sur les marchés politiques par la médiation des relations de proximité ou d'homologie entre les positions sociales des entrepreneurs politiques et celles de leurs clients.

B) *La représentation par la proximité et l'homologie des positions*

Habituellement pratiquées à partir d'échantillons représentatifs d'électeurs mobilisés selon des principes variés et parfois contradictoires (faisant aussi bien intervenir des attachements durables que des votes liés à la conjoncture, aux enjeux, au type d'élection, à la personnalité des candidats ou aux hasards des comportements individuels), les mesures des corrélations entre la position sociale et les orientations politiques ont souvent pour effet de parasiter et d'atténuer les correspondances mêmes qu'elles cherchent à établir.

La passation d'un questionnaire lors des diverses réunions publiques tenues par les deux principales listes à Amiens a permis, au contraire, d'isoler les sympathisants des principaux partis et d'obtenir un échantillon des noyaux les plus stables, mobilisés et convaincus de leurs électors.

L'analyse des propriétés sociales des sympathisants permet ainsi d'écartier les effets de brouillage qui tiennent à l'élection, et aussi aux intensités très variables des préférences politiques telles qu'on les mesure à travers les échantillons représentatifs, et de mieux faire ressortir les principes de structuration d'attachements politiques, à la fois plus nettement constitués puisqu'ils s'incarnent non pas dans un discours mais dans une pratique (la présence à une réunion) et plus significatifs (84 % des personnes interrogées participent de temps en temps ou souvent à des réunions publiques, 77 % déclarent assister aux réunions du même parti ou de la même tendance politique, 70 % adhèrent à au moins une organisation, 43 % sont membres d'un parti ou d'un club politique, 90 % savent pour qui elles vont voter au moment de l'enquête), que celles que

l'on repère ou que l'on croit repérer à travers les réponses aux questions « d'opinion » d'une enquête ou d'un sondage.

On constate alors que le pourcentage des sympathisants des partis de gauche s'accroît (et celui des partis libéraux décroît) quand on descend dans la hiérarchie sociale, quand on va du secteur privé à l'Etat et des milieux d'affaires à l'intelligentsia (tableau V 1). L'orientation politique apparaît ainsi liée à la position dans une combinatoire de clivages dont chacun est doté d'une efficace propre dans le réseau des déterminations, soit la position occupée ;

- 1) dans la hiérarchie et les sous-hiérarchies sociales ;
- 2) dans l'opposition entre les agents et les groupes liés aux marchés économiques et aux marchés des biens publics ;
- 3) dans l'opposition entre les bourgeoisies et petites-bourgeoisies économiques et intellectuelles ;
- 4) dans l'opposition entre les pôles administratifs et intellectuels des classes moyennes et supérieures.

Si le pourcentage des sympathisants des partis conservateurs augmente quand on va des agents occupant les positions sociales les plus basses aux positions moyennes puis supérieures, il est également plus élevé au sein de chacune des trois catégories ainsi construites pour les agents du secteur privé que pour ceux du secteur public et une fois contrôlée l'appartenance à l'un de ces secteurs, d'autant plus élevé que l'on va des positions basses aux positions les plus hautes.

De plus, à l'intérieur des classes moyennes et supérieures, le pourcentage des sympathisants conservateurs tend à augmenter (plus nettement, dans la présente enquête, pour les classes moyennes que pour les classes supérieures) quand on va des milieux économiques aux milieux administratifs puis à l'intelligentsia.

Conformément à cette quadruple logique, le pourcentage des sympathisants des partis libéraux est plus élevé parmi les membres des classes supérieures liées au secteur privé (professions libérales, gros agriculteurs, industriels, gros commerçants, cadres supérieurs) que parmi les membres des classes moyennes du même secteur (moyens agriculteurs, petits commerçants, artisans, cadres moyens, petites professions libérales, certains employés) ou, a fortiori, que les membres des classes populaires liés aux marchés économiques (certaines fractions des employés, ouvriers, salariés agricoles, personnel de service).

De même, le pourcentage des sympathisants des partis de gauche est plus élevé parmi les membres des classes moyennes du secteur public (agents publics de catégorie B et assimilés) que parmi ceux dont les intérêts sont liés aux entreprises privées et au marché (effet de l'opposition entre les agents de l'Etat et ceux du marché), plus élevé surtout chez les membres de la petite-bourgeoisie intellectuelle que chez ceux de la petite-bourgeoisie économique (opposition du pôle économique et intellectuel) ou même de la petite-bourgeoisie administrative (opposition entre les pôles intellectuel et administratif).

Tableau V 1

Position sociale et orientation politique
(échantillon de participants aux réunions publiques à Amiens N = 393)

	Présence aux réunions publiques de l'opposition	Présence aux réunions publiques de la gauche	Total
Classes supérieures : secteur privé (industriels, gros commerçants, professions libérales, cadres supérieurs secteur privé)	88	12	100 %
Classes supérieures : secteur public (agents publics de catégorie A et assimilés) . .	27	73	100 %
Fractions intellectuelles des classes supérieures (profes- seurs et professions intellec- tuelles)	37	63	100 %
Classes moyennes : secteur privé (petits commerçants, artisans, cadres moyens, employés)	65	35	100 %
Classes moyennes : secteur public (agents publics caté- gorie B et assimilés)	36	64	100 %
Classes moyennes intellectuel- les (instituteurs, petites pro- fessions intellectuelles) . .	5	95	100 %
Classes populaires : secteur privé (employés, ouvriers, personnel de service)	18	82	100 %
Classes populaires : secteur public (employés, ouvriers, personnel de service)	6	94	100 %

Dans le même sens, les sympathisants des partis de gauche sont plus nombreux parmi les instituteurs que parmi les professeurs et parmi les ouvriers du secteur public que parmi les instituteurs (effet de la position dans la hiérarchie sociale). En même temps, les instituteurs sont un peu plus souvent sympathisants des partis de gauche que les ouvriers du secteur privé (l'effet cumulé de la position dans les clivages « marché-Etat », pôle économique/ pôle intellectuel et pôle administratif/pôle intellectuel l'emportent sur celui de la position dans la hiérarchie sociale globale

combiné avec l'appartenance aux entreprises privées).

Si cette logique structurale permet de dégager des corrélations maximales, proches de .1, pour les « groupes » les plus opposés (par exemple pour les fractions économiques des classes supérieures, les fractions intellectuelles des classes moyennes ou les ouvriers du secteur public), elle peut paraître indéterminée pour les situations intermédiaires (par exemple pour les autres fractions des classes moyennes ou supérieures). Ces aberrations apparentes par rapport aux hypothèses testées résultent en fait de l'hétérogénéité des « groupes » ainsi constitués. Pour maximiser les corrélations entre la position dans le monde social et l'orientation politique il faudrait en fait pouvoir introduire des propriétés complémentaires dont tout permet de penser qu'elles obéissent aux principes généraux de structuration des comportements énoncés ci-dessus.

Ainsi, à titre d'exemple et sans vouloir traiter ce problème exhaustivement ici, la position des employés du secteur privé est-elle très variable selon qu'ils se trouvent au bas de la hiérarchie sociale de l'entreprise comme c'est le cas, en l'absence d'ouvriers dans le secteur des services, ou en position réelle de classe moyenne par rapport aux ouvriers et aux cadres (par exemple dans le secteur industriel)¹ avec du même coup des intérêts à maintenir une distance par rapport aux groupes situés plus bas dans la hiérarchie (en même temps qu'un intérêt à subvertir la distance qui les sépare des groupes supérieurs) donc une forme de complicité avec l'ordre social (combinée avec une forme de ressentiment à son endroit).

Il faudrait, pour tous les agents sociaux, tenir compte à la fois de la position et de la condition sociale² pour repérer tout ce qui sépare, par exemple, une institutrice épouse d'un cadre supérieur d'un instituteur marié avec une institutrice³, sans parler des différences d'origine sociale. L'indétermination relative de l'orientation politique des professeurs disparaîtrait sans doute grandement si l'on pouvait tenir compte de l'appartenance à l'enseignement secondaire ou supérieur, du rang hiérarchique ou, au moins pour l'enseignement supérieur, de la discipline enseignée et des possibilités de mise en valeur des titres sur les divers marchés externes qu'elle autorise.

Le lien que l'on peut constater empiriquement entre la position sociale et l'orientation politique résulte de ce que la concurrence politique exprime, en même temps qu'elle transfigure les différents clivages sociaux dans la mesure où chaque entreprise politique se situe sur l'un des « versants » de chacun des clivages et agrège les points de vue des agents qui s'y trou-

1. Etienne Schweisguth, *Les C.S.P. entre le social et le politique*, Communication au deuxième congrès de l'Association Française de Science Politique, Grenoble, 1984, p. 22.

2. Cf. par exemple les différents éléments liés à la « situation de classe » mis en évidence par Max Weber, *Economie et Société*, op. cit., p. 309-315.

3. Paul Bacot, « Le comportement électoral des instituteurs », *Revue Française de Science Politique*, 27, n° 6, décembre 1977, pp. 884-914.

vent en jouant des relations d'homologie qui unifient ces points de vue (en même temps qu'elles imposent des limites à cette unification)⁴.

Ainsi, à Amiens, les candidats des deux principales listes se caractérisent, dans l'ensemble, par une commune appartenance aux classes supérieures mais, dans ces limites, ceux de la liste de gauche s'opposent à ceux de la liste de l'opposition par :

1) une position sociale globalement plus basse (ils appartiennent plus souvent, pour une partie d'entre eux, aux classes populaires ou aux classes moyennes) ;

2) une plus grande proximité par rapport à « l'État » ;

3) une plus grande proximité par rapport aux milieux intellectuels et, corrélativement,

4) une distance plus nette par rapport au secteur privé et aux milieux d'affaires (cf. tableau V 2).

Les candidats de la liste de gauche sont donc prédisposés par toute leur expérience sociale à exprimer le point de vue :

1) des agents globalement ou localement dominés dans les hiérarchies et sous-hiérarchies sociales ;

2) des agents de l'État contre les tenants du marché ;

3) des fractions intellectuelles contre les fractions économiques des classes moyennes ou supérieures.

En même temps, ces clivages socio-politiques tendent à définir et à limiter l'univers des problèmes politiquement pensables et les questions qui échappent aux oppositions constitutives et révélatrices de ces clivages demeurent inexprimées.

Du même coup, des préoccupations, fréquemment citées dans les réponses au premier questionnaire comme les difficultés qui surgissent dans les relations inter-personnelles ou l'isolement et la solitude des personnes âgées, mais qui sortent du champ de pertinence circonscrit par le système des oppositions qui structure le fonctionnement des champs politiques différenciés, sont rarement évoquées par les partis politiques.

Le jeu d'oppositions structurales décrit dans le cas particulier de la ville d'Amiens se retrouve, ailleurs, à des niveaux plus ou moins élevés de la hiérarchie sociale globale (cf. tableau V 2). En effet, plus le rang des positions de pouvoir politique dans la hiérarchie des honneurs s'élève, plus s'accroissent :

1) l'enjeu de la conquête de la position donc,

2) les qualités sociales des prétendants à l'occupation de la position donc,

3) l'effet de sélection induit par la compétition politique donc,

4) les titres (par exemple scolaires) et les ressources (économiques et/ou culturelles et/ou de relations sociales et/ou de pouvoir dans les organisations et partis) personnellement détenus par le vainqueur du trophée.

4. Pour des analyses plus développées, cf. Daniel Gaxie, « Les logiques du recrutement politique », *art. cit.* et « Les facteurs sociaux de la carrière gouvernementale... » *art. cit.*, Voir aussi Pierre Bourdieu, *La distinction, op. cit.*

Tableau V 2

La position sociale des candidats aux élections municipales selon la tendance politique et la taille de la commune

	AMIENS (130 000 habitants)		ALBERT (12 000 habitants)		BOVES (2 500 habitants)		
	Liste de l'opposition	Liste de gauche	Liste de l'opposition	Liste de gauche	Listes apolitiques Maire sortant	Dissi- dente	Liste de gauche
— Industriels, gros commer- çants	15	—	9	—	—	4	—
— Professions libérales	7	2	3	—	—	9	—
— Cadres supérieurs, secteur privé	7	4	18	—	17	4	—
— Cadres supérieurs, secteur public	2	13	—	3	17	4	—
— Professeurs	9	18	—	12	—	4	—
— Professeurs	4	7	—	—	—	—	—
Total classes supérieures	44	44	30	15	34	25	—
— Commerçants, artisans	11	2	9	—	4	17	4
— Cadres moyens, secteur privé	7	2	15	21	4	13	4
— Cadres moyens, sect. public .	2	7	6	6	—	9	4
— Instituteurs	2	16	9	9	—	4	22
— Employés	16	16	9	24	17	9	17
Total classe moyennes	38	43	48	60	25	52	51
— Ouvriers	2	13	6	15	9	4	35
— Personnel de service	2	—	—	—	4	—	—
Total classes populaires	4	13	6	15	13	4	35
— Agriculteurs	2	—	6	—	9	9	—
— Divers	13	—	9	9	17	9	13
Total général	$\times 100 \%$	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
	N = 55	N = 55	N = 33	N = 33	N = 23	N = 23	N = 23

S'agissant, par exemple, des élections municipales, plus la taille de la commune s'accroît, plus s'élève la position sociale des candidats et des élus.

En même temps, chaque entreprise politique continue (dans la mesure où le marché politique est intégré, même partiellement, au marché politique central) de se situer par rapport aux principaux clivages qui structurent l'espace social.

Les propriétés sociales des candidats à une élection vont donc résulter de la combinaison :

1) du degré de prestige du poste et de l'effet de sélection sociale que le processus de recrutement concurrentiel de son titulaire introduit et,

2) de l'expression transfigurée des clivages sociaux qui se réalise par la médiation des trajectoires sociales des membres des entreprises politiques.

Ainsi, les listes de candidats à l'élection municipale de Boves, commune de 2 500 habitants située à une dizaine de kilomètres d'Amiens s'opposent selon des principes identiques à ceux qui sont à l'œuvre au sein du champ politique amiénois.

Les candidats de la liste de gauche occupent des positions sociales plus basses, sont plus souvent employés du secteur public et appartiennent plus fréquemment aux milieux intellectuels que ceux qui figurent sur la liste des partis libéraux.

En même temps, les listes de gauche à Amiens et à Boves présentent des différences importantes sous le rapport de la position des candidats dans la hiérarchie sociale globale. Le pourcentage des professeurs parmi les membres de la liste passe de 18 % à Amiens à 0 % à Boves, celui des instituteurs de 16 à 22 % et celui des ouvriers de 13 à 35 %.

La liste de gauche est dominée, à Amiens, par des agents liés à « l'État », aux milieux intellectuels et occupant une position subordonnée (relativement) dans la structure des classes supérieures. Par contre, à Boves, la liste comprend principalement, d'une part, des ouvriers et, d'autre part, des agents liés à l'État et aux milieux intellectuels et occupant une position dominée, relativement, dans la structure des classes moyennes donc, dans les deux cas, des agents occupant une situation homologue à celle des dirigeants des partis de gauche à Amiens mais à des niveaux plus bas de la hiérarchie sociale globale.

De même, 29 % des membres de la liste de l'opposition à Amiens appartiennent aux milieux des professions libérales, industriels, gros commerçants et cadres supérieurs du secteur privé à Amiens contre 17 % à Boves.

Dominée par des candidats appartenant à la bourgeoisie économique à Amiens, la liste de l'opposition est principalement caractérisée par le nombre des membres de la petite bourgeoisie économique à Boves⁵.

5. Le phénomène est encore plus accentué si l'on tient compte du rang occupé sur la liste et des probabilités d'élection. Cf. chapitre III.

Pour l'essentiel, certains des principaux points de vue et clivages sociaux sont politiquement convertis à Amiens par des membres des fractions économiques s'opposant à des agents des fractions intellectuelles des classes supérieures et, à Boves, par des membres des fractions économiques ou intellectuelles des classes moyennes.

Reprenant cette *représentation* du monde, les profanes pensent leur position sociale par référence à ces clivages institués et lorsqu'ils se situent socialement donc, aussi, politiquement, définissent leur identité de manière relationnelle par opposition aux groupes rivaux.

S'ils expriment le point de vue de l'entrepreneur, ils sont pour « l'entreprise » contre « l'État », pour les dirigeants de l'entreprise contre les ouvriers, les syndicats, la grève, du côté de « l'élite » contre « la masse », des « professionnels » « compétents » contre toutes les « incompétences », pour l'ordre social contre la politique et les partis de gauche :

Q. : Dans votre commune qu'est-ce qui va bien ?

R. : L'augmentation des impôts locaux, l'augmentation du nombre des employés à la mairie. Déploiement des banderolles politiques sur les grilles de la mairie...

Q. : Y a-t-il des problèmes qui vous tiennent particulièrement à cœur et dont on ne parle pas suffisamment au cours de cette campagne électorale ?

R. : Favoriser le sport d'élite à Amiens, capitale régionale sans aucune équipe valable (première division) sauf le hockey.
(Homme, 35 ans, cadre dans les assurances, licence droit privé, Amiens) ;

Q. : Dans votre commune qu'est-ce qui va bien ?

R. : Les délégations de la municipalité aux portes des usines lors des grèves.

Q. : Quelles sont selon vous les qualités d'un bon maire ?

R. : Gestionnaire.

Q. : Le 6 mars prochain, au moment de voter, qu'est-ce qui va décider votre vote ?

R. : Le manque de compétence de l'équipe actuelle. (Homme, 51 ans, cadre, E.S.C.P.).

Les adversaires se trouvent ainsi structurellement désignés : ce sont les intellectuels ignorants des réalités tangibles de la pratique, perdus dans leurs chimères, qui parlent au lieu d'agir, qui politisent les problèmes au lieu de les régler ; ce sont du même coup les partis et le gouvernement de gauche perçus comme partis et gouvernement des professeurs :

Q. : Le 6 mars prochain, au moment de voter, qu'est-ce qui va décider votre vote ?

R. : Des personnes compétentes en dehors de la coloration politique autre chose que la France des professeurs riche en idées mais pas en courage et l'exemple vient de haut. (Homme, 52 ans, comptable, B.P. Amiens) ;

- Q. : Dans votre commune quels sont les problèmes les plus importants selon vous ?
- R. : Moins de divisions politiques plus de cohésion nationale de base, une meilleure éducation civique. Tout irait mieux si les enseignants laissaient la politique de côté et faisaient mieux leur métier avec neutralité. (Homme, ingénieur des A et M, Amiens.)
- Q. : Y a-t-il des problèmes qui vous tiennent à cœur et dont on ne parle pas suffisamment au cours de cette campagne électorale ?
- R. : Oui. L'emploi en attirant des investisseurs sans s'occuper de leur étiquette.
- Q. : Quelles sont, selon vous, les qualités d'un bon maire ?
- R. : Le bien de sa cité et pas la politique.
(Femme, 51 ans, responsable d'un service d'achat d'une importante société, B.E.P., Amiens.)

Cette défense et illustration de l'entreprise n'est pas l'apanage exclusif de ceux qui y exerce un pouvoir aux échelons moyens ou supérieurs. Certains ouvriers du secteur privé se situent par opposition à ceux avec lesquels ils peuvent se comparer, c'est-à-dire aux agents publics de même rang social, et retrouvent alors certains éléments du discours de leurs dirigeants :

- Q. : Dans votre commune, quels sont les problèmes les plus importants selon vous ?
- R. : L'enlèvement des ordures ménagères laissées sur les trottoirs du vendredi soir au lundi matin.
- Q. : Dans votre commune qu'est-ce qui va bien ?
- R. : Les congés des agents municipaux.
- Q. : Quelles sont, selon vous, les qualités d'un bon maire ?
- R. : Ne pas être partisan ni menteur.
- Q. : ... au moment de voter qu'est-ce qui va compter le plus pour vous ?
- R. : Aptitude des candidats à servir la ville et à ne pas placer leurs amis politiques.
(Homme, 50 ans, ouvrier maçon spécialisé, C.A.P., Amiens) ;
- Q. : Dans votre vie quotidienne, quels sont les problèmes les plus importants que vous rencontrez, vous personnellement ?
- R. : Les tracas administratifs, l'incompétence des fonctionnaires et assimilés.
- Q. : Durant cette campagne électorale, quelles sont les questions discutées par les différents candidats qui vous semblent à vous les plus intéressantes ?
- R. : Le rappel de l'incapacité du maire sortant plus communiste que maire, l'inféodation à Moscou du PCF.
- Q. : Quelles sont, selon vous, les qualités d'un bon maire ?
- R. : Il ne doit pas être le sujet obéissant d'un parti totalitaire. Doit respecter l'entreprise privée. Ne pas avoir de favoritisme pour ceux de son parti.

(Homme, 60 ans, magasinier acheteur au chômage, sans diplôme, Amiens.)

Ces critères et repères (structuraux) d'orientation politique sont le plus souvent implicites. Même lorsque les agents sociaux sont invités à les expliciter, l'objectivation reste toujours à mi-chemin, surtout chez les hommes politiques intéressés à ne pas dévoiler complètement leur point de vue social particulier. Sollicités de porter un jugement sur la composition de la liste adverse (que pensez-vous de la composition de la liste adverse ? Quelle appréciation portez-vous sur la personne de vos principaux adversaires ?) les candidats des deux principales listes à Amiens dénoncent la position et le point de vue sociaux de leurs adversaires mais gardent le silence sur les leurs. Pour les membres de la liste d'opposition leurs adversaires sont d'abord des fonctionnaires et des enseignants (cf. chapitre III) : « comporte 38 fonctionnaires ou assimilés sur 55 d'où conception des choses coupée de certaines réalités (économiques en particulier) ; le privé c'est l'ennemi ; l'individuel aussi » (pharmacien, CDS). Pour les membres de la liste de gauche, les candidats de l'opposition sont des privilégiés liés à la bourgeoisie économique : « représentative de la droite amiénoise et d'une bourgeoisie qui a des intérêts à faire prévaloir. Aucun souci d'améliorer vraiment la vie des travailleurs, des ouvriers » (professeur de lycée, PC).

Il faut d'ailleurs une situation d'enquête orientée en ce sens et une disposition à la critique sociale donc à l'explicitation pour que ces critères et repères soient verbalisés.

Les logiques structurales qui sous-tendent les choix politiques sont donc plus souvent (allusivement) exprimées (donc aussi partiellement méconnues) par les agents occupant les positions localement ou globalement dominées et par leurs représentants politiques. Il faut que les dominants soient en situation critique ou en position de prétendant pour qu'ils soient à leur tour enclins à l'explicitation.

Ce sont les circonstances de l'enquête, menée dans une ville dirigée par un maire communiste à un moment où les partis de gauche contrôlent également les principales institutions politiques centrales, qui expliquent que, parmi les personnes interrogées à travers les questionnaires publiés dans le Courrier Picard, celles dont l'orientation politique est conservatrice énoncent plus nettement les critères de leurs préférences.

De même, parmi les candidats qui ont renvoyé le questionnaire qui leur était adressé, ceux qui appartiennent à l'opposition formulent plus souvent un jugement sur la composition sociale de la liste adverse que ceux qui sont membres des partis de gauche.

En dehors des circonstances particulières qui poussent au retour des clivages sociaux que la compétition politique convertit en même temps qu'elle les refoule, les critères sociaux de l'orientation politique fonctionnent à l'état pratique, c'est-à-dire, souvent, à travers les schèmes de reconnaissance des représentants politiques fondés sur l'intuition de leurs propriétés sociales.

Tout indique en effet que les agents prennent en considération la proximité (absolue ou relative) entre leur propre position et celle qu'ils imputent à leurs représentants :

Q. : Quelles sont, selon vous, les qualités d'un bon maire ?

R. : Être comme Monsieur Lamps ⁶, simple, d'origine modeste. Connaître les difficultés que rencontrent les gens sans moyen (chômeurs) personnes âgées, les émigrés à l'écoute de tous les citoyens. (Homme, 54 ans, conducteur S.N.C.F., C.A.P., Amiens) ;

Q. : Durant cette campagne électorale, quelles sont les questions discutées par les différents candidats qui vous semblent à vous les plus intéressantes ?

R. : Propreté de la ville, dynamisme à donner au commerce et à l'industrie.

Q. : Quelles sont, selon vous, les qualités d'un bon maire ?

R. : Gestionnaire, peu politisé, présent.
(Femme, 25 ans, chef publicité, D.U.T. technique du commerce, Amiens) ;

Q. : Dans votre commune quels sont les problèmes les plus importants selon vous ?

R. : Impôts des contribuables.

Q. : Durant cette campagne électorale, quelles sont les questions discutées par les différents candidats qui vous semblent à vous les plus intéressantes ?

R. : Gestion.

Q. : Y a-t-il des problèmes qui vous tiennent particulièrement à cœur et dont on ne parle pas suffisamment au cours de cette campagne électorale ?

R. : Endettement de la ville qu'il nous faudra rembourser.

Q. : Quelles sont, selon vous, les qualités d'un bon maire ?

R. : Un gestionnaire.

Q. : Le 6 mars prochain ... qu'est-ce qui va décider votre vote ?

R. : Eviction d'une municipalité communiste fossoyeur de la ville d'Amiens.
(Homme, 52 ans, cadre. Bac. Amiens).

Il ne faudrait toutefois pas croire que l'ajustement entre l'offre et les attentes de biens politiques se réalise ainsi automatiquement sur les marchés politiques. Car s'il existe des mécanismes de structuration des échanges, d'autres facteurs viennent aussi y introduire du jeu.

6. Ancien instituteur.

II. — LES JEUX DANS L'ÉCHANGE

Bien que l'occupation par les représentants politiques et leurs mandants de positions homologues mêmes dans des espaces sociaux très différents contribue à créer les conditions des transactions qu'ils effectuent sur les marchés politiques, ces transactions sont d'autant plus ambiguës que représentants et mandataires occupent des positions sociales plus éloignées.

A) *Les ambiguïtés de l'homologie*

Si chaque agent sélectionne parmi les produits politiques offerts ceux qui correspondent à sa vision du monde donc à sa position structurale dans le système des clivages sociaux, la reprise des discours des agents des champs politiques sera d'autant plus complète que (entre autres choses) la distance sociale entre les producteurs et les consommateurs des biens politiques sera plus faible.

1) *La réception sélective*

Chaque client sur les marchés politiques va ainsi jouer des ambiguïtés structurales des positions sociales et des prises de position politique et retenir ce qui l'intéresse dans les produits qui lui sont proposés. Il peut dans certains cas reprendre une partie du discours de ses représentants sur le fondement de l'homologie des points de vue mais tenir en même temps un langage différent, voire contradictoire, éventuellement emprunté à d'autres représentants.

Cet homme de 58 ans adhérent « d'un parti politique de la droite », qui refuse d'indiquer sa profession et son diplôme, mais appartient visiblement aux milieux populaires, retrouve avec les mots qui lui sont propres le discours orthodoxe, gestionnaire, anti-étatique et anti-communiste de ses porte-parole :

Q. : Dans votre commune qu'est-ce qui va bien ?

R. : Rien avec cette gestion des gauchistes qui augmente sans cesse les impôts locaux pour payer les braves employés de la ville qui ne font que 35 heures et environ 3 heures de travail par jour.

Q. : Dans votre vie quotidienne, quels sont les problèmes les plus importants que vous rencontrez, vous, personnellement ?

R. : Voir une ville aussi mal gérée et aussi sale qu'à Amiens.

Q. : Quelles sont, selon vous, les qualités d'un bon maire ?

R. : Qui ne soit pas du PCF et en plus marxiste comme le beau Cosserat⁷.

7. Premier adjoint au maire de la ville.

Q. : Le 6 mars prochain ... qu'est-ce qui va décider votre vote ?

R. : Balayer l'équipe de saloperie qui dirige Amiens.

En même temps, la même personne exprime son point de vue social particulier et relie ses préoccupations gestionnaires à son ressentiment contre les riches :

Q. : Dans votre commune quels sont les problèmes les plus importants selon vous ?

R. : Faire payer plus de gens aisés qui voyage pour rien dans les bus par une mauvaise gestion des gens du PC le déficit est un gouffre.

Ce type de malentendu structural se retrouve chez cette femme, employée municipale (cadre B) d'une municipalité communiste, Bac, prédisposée par ses orientations idéologiques et par sa position professionnelle, hiérarchique et sociale à privilégier le rôle de l'Etat, notamment les interventions publiques en faveur des plus démunis, mais prédisposée aussi par son niveau de diplôme et sa position hiérarchique à se préoccuper de gestion et à regimber devant le style de fonctionnement, notamment le haut niveau de délégation revendiqué par la direction et consenti par beaucoup d'adhérents du parti communiste :

Q. : Dans votre commune quels sont les problèmes les plus importants selon vous ?

R. : Gestion au jour le jour des dépenses de fonctionnement ; influence trop grande du PCF ; morosité des habitants.

Q. : Dans votre commune, qu'est-ce qui va bien ?

R. : Présence d'une politique sociale évidente.

Q. : Durant cette campagne électorale, quelles sont les questions discutées par les différents candidats qui vous semblent à vous les plus intéressantes ?

R. : Investissements prévus ; urbanisme, culturel, etc. ; budget de fonctionnement ; en général tous les points de divergences entre les programmes.

Q. : Y a-t-il des problèmes qui vous tiennent particulièrement à cœur et dont on ne parle pas suffisamment au cours de cette campagne électorale ?

R. : Oui. Vie associative ; le sport pour adultes amateurs ; les employés municipaux.

Q. : Quelles sont, selon vous, les qualités d'un bon maire ?

R. : Bon gestionnaire ; pratiquant une démocratie réelle ; ayant la volonté de faire aboutir le programme pour lequel il a été élu.

Q. : Le 6 mars prochain ... qu'est-ce qui va décider votre vote ?

R. : Soutien de la gauche mais désaccord avec X premier adjoint et Y secrétaire général de la mairie, probablement la liste extrême-gauche.

Si l'écart des positions des producteurs et des consommateurs ne conduit pas toujours à l'hétérodoxie ou à l'hérésie, il provoque souvent une sorte

de réserve, de restriction et de tiédeur dans l'expression des croyances qui souligne la fragilité des attachements.

Plus la distance entre les représentants et leurs mandants s'accroît, plus s'atténue la communion enchantée des convictions et plus les consommateurs mettent de la distance par rapport aux discours politiques qu'ils rapportent :

Q. : Durant cette campagne électorale, quelles sont les questions ... les plus intéressantes ?

R. : Pas trop de dépenses inutiles.

Q. : Quelles sont ... les qualités d'un bon maire ?

R. : Faire moins de politique si c'est possible.

Q. : ... qu'est-ce qui va décider votre vote ?

R. : Pour les plus raisonnables. En général les extrêmes ne valent rien. (Homme, 82 ans, chauffeur routier en retraite, C.E.P.)

Comme toutes les marchandises, les biens politiques sont donc façonnés par les usages qui en sont faits et sont autant les produits de ceux qui les consomment que de ceux qui les proposent.

Chaque consommateur trouve dans les produits politiques qui circulent sur les divers marchés ce qu'il y apporte, c'est-à-dire ce qu'il en attend, et, à partir d'eux, tient un discours singulier inégalement ajusté à ceux des institutions et professionnels patentés selon la force de ses intérêts politiques, le degré de maîtrise du mode de pensée politique et la distance qui sépare le consommateur de ses fournisseurs.

De la même manière, chaque professionnel et, a fortiori, dans la mesure où il est moins impliqué dans le jeu politique, chaque amateur mobilise et manifeste son expérience sociale particulière quand il reprend (au double sens) le discours officiel de l'entreprise qu'il représente.

2) *L'émission sélective*

Interrogés à travers une batterie de questions sur leur propre hiérarchie de préoccupations, les candidats à l'élection municipale des deux principales listes à Amiens manifestent, quand ils se consacrent à temps complet à la politique, une sensibilité particulière pour les enjeux politiques spécifiques de la compétition. Ils sont ainsi conduits à citer les enjeux politiques centraux (« soutien à la politique gouvernementale », « battre la droite », « apporter quelques voix à mon parti », « donner son impression sur la gestion de l'actuel gouvernement »), les enjeux politiques internes aux coalitions (par exemple la revendication par un candidat socialiste élu député en 1981 de « la pluralité de l'information municipale »), les thèmes dominants des controverses électorales centrales ou périphériques (emploi, sécurité, propreté, développement de la capitale régionale). Ils retrouvent des préoccupations d'élus quand ils mettent l'accent sur la gestion et les réalisations de la municipalité ou sur la « concertation avec la population ».

Les candidats qui ne se consacrent pas à la politique à temps complet tendent, au contraire, à négliger ces enjeux politiques spécifiques et à faire

état de préoccupations plus directement inspirées de leur expérience sociale profane. Ils peuvent être ainsi amenés à privilégier les thèmes directement rattachés à leurs intérêts professionnels :

— un ingénieur conseil principal au service de prévention des accidents du travail de la Caisse régionale d'assurance maladie précise qu'il aura à cœur de créer un bureau d'études pour prévenir les accidents dans la ville ;

— un professeur de lettres évoque avec insistance l'action culturelle et les problèmes de l'enseignement ;

— une infirmière mentionne à plusieurs reprises les problèmes d'organisation sanitaire ;

— un étudiant insiste sur la question des transports entre le centre ville et le campus le soir.

De manière générale, les réponses obtenues sont surtout liées à la position dans l'espace social et aux conditions matérielles d'existence.

Les candidats appartenant aux classes populaires, quelle que soit la liste sur laquelle ils se présentent mais plus nettement à gauche, ont tendance à retenir les préoccupations les plus urgentes des catégories défavorisées (pouvoir d'achat, emploi, logement, conditions de travail, formation des jeunes chômeurs) citées comme domaine prioritaire et souvent exclusif de l'action de la municipalité. Ils privilégient également les quartiers périphériques (populaires) par rapport aux beaux quartiers du centre. Si, parfois, ces thèmes sont également cités par des candidats appartenant à d'autres groupes sociaux, ils le sont concurremment avec d'autres, alors que, pour les candidats appartenant aux classes populaires, la sensibilité aux attentes de leur milieu est exclusive de toute autre préoccupation.

Plus la position sociale des candidats décroît, plus la brièveté et le laconisme des réponses obtenues, qui se bornent souvent à reprendre, parfois de manière approximative, les principaux slogans des listes, trahissent d'ailleurs les difficultés à tenir un discours politique, y compris chez certains permanents des partis qui se consacrent à temps complet à la politique. Par contre, plus la position sociale s'élève, plus les personnes interrogées évoquent les problèmes de gestion, disent ce qu'il convient de faire et mettent l'accent sur les réalisations, les aménagements et les équipements.

Lorsqu'ils abordent le thème de l'emploi, c'est en terme de développement économique ou industriel, de création d'entreprise, de programme d'investissement et d'outils économiques du développement. Ces préoccupations de décideur et d'aménageur sont la marque et le privilège de ceux qui ont un pouvoir sur les choses et les gens. A travers leur évocation, c'est aussi le droit d'occuper les positions de pouvoir que les candidats se reconnaissent à eux-mêmes puisque ceux qui évoquent le plus volontiers le thème de la gestion, des réalisations et des équipements sont les mêmes qui se préoccupent de la « compétence » des candidats et des élus.

Outre la disposition à constituer ou privilégier les enjeux, ce sont encore les orientations idéologiques qui varient avec l'expérience sociale des représentants politiques. Ainsi, bien que les candidats de la liste de l'opposition

s'accordent, dans l'ensemble, pour défendre le point de vue de l'entrepreneur, des nuances apparaissent dans l'expression de ce point de vue selon leur trajectoire sociale et leur degré de maîtrise du langage politique des partis qu'ils représentent. Ce sont par exemple les agents occupant les positions de pouvoir dans les entreprises privées qui tiennent sur ce point les discours les plus orthodoxes.

Ainsi, un directeur commercial, fils de cadre commercial, responsable local de l'UDF, qui déclare consacrer de quatre à dix heures par semaine à la politique, dénonce le programme de la liste adverse dans lequel « rien n'est prévu pouvant inciter les industries à s'implanter à Amiens et au contraire un climat de lutte de classes est accentué qui les décourage » et pense qu'il faut « être réaliste et gérer la ville comme une entreprise et non comme un support idéologique » et éviter « de politiser cette gestion ».

Le directeur d'un établissement d'enseignement supérieur commercial privé, ancien haut fonctionnaire et élève de l'ENA qui consacre entre une et trois heures par semaine à la politique, dénonce « l'introduction de la lutte des classes dans la cité » [et non dans l'entreprise] et pense que « la gestion est un tout dans une entreprise comme dans une ville ». Son libéralisme diffère de celui de son colistier quand il cite « un contrat de bassin d'emploi pour le IX^e Plan » comme la proposition la plus novatrice de sa liste ou quand il déclare que la principale réforme à introduire en matière de gestion municipale est « d'élaborer un plan municipal ».

Chez ce vétérinaire en retraite, membre du RPR, candidat par le passé aux élections municipales, cantonales et législatives, conseiller général depuis 9 ans, qui consacre plus de vingt heures par semaine à la politique, c'est le libéralisme du professionnel de la politique qui s'exprime : en accord avec ses partenaires sur la nécessité « de se conduire en gestionnaire », « de laisser le sectarisme politique au vestiaire » et de « ne pas faire une politique de classe », il s'en distingue par son souci « de créer avec les commerçants un centre piétonnier » et par l'intérêt qu'il accorde à la « création d'un comité économique et social municipal ».

Cette femme, sans profession, C.E.P., fille de chauffeur, membre du Parti Républicain qui, à ce jour, n'a été candidate qu'aux élections des comités de parents d'élèves et ne se consacre qu'épisodiquement à la politique, donne une version approximative du point de vue libéral en évoquant les recettes éprouvées de l'économie domestique :

- Q. : Quelle est à vos yeux la proposition du programme de votre liste la plus intéressante ?
- R. : Toutes les propositions du programme de ma liste sont très intéressantes et importantes.
- Q. : Quel est le problème le plus important à résoudre dans votre commune selon vous ?
- R. : La déliquance, l'insécurité.
- Q. : De quel domaine souhaiteriez-vous vous occuper plus spécialement si vous êtes élue ?

R. : Social.

Q. : Quelles sont selon vous les erreurs qu'il faut éviter de commettre en matière de gestion municipale ?

R. : Dépenser trop sans savoir comment seront les recettes.

Loin de se limiter à la forme fixée, officielle, des déclarations écrites collectivement et solennellement élaborées, les discours des organisations sont aussi des discours travaillés. Si certains des membres s'en tiennent à la stricte répétition de la ligne officielle, d'autres l'infléchissent, plus souvent inconsciemment que consciemment, en écartant ou en privilégiant certains thèmes ou encore la retraduisent lorsqu'ils n'en maîtrisent pas les schèmes de production.

Les prises de position politiques des membres d'une entreprise politique ne sont donc jamais complètement homogène ni, bien sûr, complètement hétérogènes du fait de la communauté d'intérêts sociaux et politiques qui les fondent.

Chaque entreprise politique traite à sa manière les enjeux imposés par les relations de concurrence politique et, dans le cadre ainsi fixé, chacun de ses porte-parole et de ses clients traite sélectivement les prises de position qu'il reproduit. Les discours politiques sont donc autant d'idiolectes dont la ressemblance avec la matrice initiale sera d'autant plus estompée que le locuteur sera plus éloigné de ses représentants sous le rapport de sa position sociale et/ou de la maîtrise du mode de pensée des professionnels de la politique.

On devine dès lors les malentendus qui peuvent surgir dans les transactions qui s'opèrent sur les marchés politiques.

B) *Polysémies et malentendus*

Connaissant la fréquence de l'usage du mot « sécurité » par les partis politiques centraux au cours de la campagne électorale pour les élections municipales, usage qui se limite d'ailleurs souvent à l'invocation du mot censé tenir lieu à la fois de constat et de programme, on peut s'interroger sur les effets de sa réception quand on voit le sens que lui donnent certains profanes :

Q. : Dans votre vie quotidienne, quels sont les problèmes les plus importants que vous rencontrez, vous, personnellement ?

R. : Handicapée : difficultés à circuler sur les trottoirs à cause des motos, cycles ou expositions des magasins ; non respect des passages protégés pour piétons.

Q. : Quels sont vos principaux motifs de satisfaction ?

R. : Aucun, car on ne se sent en sécurité nulle part !!!

Q. : Êtes-vous satisfait d'habiter dans votre commune ?

R. : Oui et non. Aucune sécurité de jour et de nuit.

Q. : Dans votre commune, quels sont les problèmes les plus importants selon vous ?

R. : Traversée de la ville par les poids lourds qui terrorisent les piétons et détériorent les chaussées.

Q. : Que faudrait-il faire, selon vous, dans votre commune pour que les choses aillent mieux ?

R. : Garagistes, ambulanciers, infirmières devraient s'entendre pour un tour de garde. (Femme, 63 ans, retraitée et invalide.)

De même, le thème de la bureaucratie peut évoquer :

— « La surcharge inutile des entreprises-Etat trop encombrant et inefficace » (homme, 37 ans, cadre administratif, licencié en droit) ;

— « Les taxes et impôts maxi-gaspillage de la ville » (homme, 41 ans, artisans, C.A.P.) ;

— « Les personnels des administrations ne sont pas toujours complaisants » (femme, 73 ans, commerçante en retraite, sans diplôme) ;

— « La disparition à tous les niveaux du service public et de la qualité de la vie par souci de rentabilité » (homme, 36 ans, employé, sans diplôme) ;

— « La complexité des papiers trop nombreux pour les personnes âgées. Il faudrait raccorder les retraites plus rapidement. La clarification de la déclaration des impôts » (homme, 60 ans, mineur de fond en retraite, C.E.P.) ;

— « J'ai 8 000 F par trimestre pourquoi m'enlever la reversion de mon mari 4 800 F par trimestre car pas le droit de cumul sécurité sociale s'il aurait été *Fonctionnaire* j'aurais toujours perçu la reversion » (femme, 65 ans, ouvrière en retraite, C.E.P.).

Ces ambiguïtés des échanges politiques sont encore renforcées par la diversité de l'objet même des transactions.

C) *La diversité des transactions politiques*

Tout indique en effet que non seulement les consommateurs sélectionnent ou retraduisent le contenu des discours qui leur sont adressés, mais leur accordent de surcroît une importance très inégale.

Les marchés politiques présentent en effet cette particularité que les consommateurs s'attachent non seulement aux biens proposés par les producteurs mais aussi à la personne et au label de ces producteurs.

Invitées à énumérer les qualités qu'un maire doit présenter à leurs yeux et à dévoiler du même coup les critères et les objets de leurs préférences politiques (tableau V 3), le plus grand nombre des personnes interrogées (53 %) citent en premier lieu sa gestion, sa compétence et ses réalisations, plus souvent d'ailleurs chez les hommes et les générations intermédiaires et d'autant plus souvent que la taille du lieu de résidence ou la position sociale s'élèvent.

Tableau V 3

Position sociale et critères d'appréciation du maire ()*

Caractéristiques des personnes interrogées	Qualités éthiques personnelles			Disponibilité			Appartenance ou orientation politique			Apolitisme			Qualités de gestionnaire		
	(3 colonnes = 100 %) → Absence du critère	Critère exclusif	Critère co- occurent	Absence du critère	Critère exclusif	Critère co- occurent	Absence du critère	Critère exclusif	Critère co- occurent	Absence du critère	Critère exclusif	Critère co- occurent	Absence du critère	Critère exclusif	Critère co- occurent
Lieu de résidence															
Commune — 3 500 hab. . .	46	14	40	62	7	31	98	1	1	67	10	23	52	10	38
Commune + 3 500 hab. . .	54	5	41	78	5	17	91	7	2	69	7	24	46	15	39
Amiens	55	12	33	78	1	21	95	1	4	0	11	29	43	15	42
Hommes	52	9	39	77	3	20	94	3	3	61	11	28	44	14	42
Femmes	50	18	32	63	6	31	96	3	1	69	7	24	56	10	34
Moins de 35 ans	61	5	34	72	5	23	98	0	2	59	11	30	45	14	41
35-64 ans	51	12	37	70	4	26	91	5	4	69	7	24	43	14	43
Plus de 64 ans	45	17	38	77	4	19	100	0	0	57	15	28	47	11	32
Classes populaires	50	17	33	75	5	20	94	3	3	74	9	17	58	15	27
Classes moyennes	49	9	42	68	4	28	95	2	3	61	10	29	49	9	49
Classes supérieures	52	9	39	73	3	24	97	3	0	58	6	36	37	21	42
Niveau scolaire < Bac . .	48	14	38	74	5	21	95	3	2	64	11	25	53	10	37
Niveau scolaire ≥ Bac . .	61	7	32	66	3	31	95	1	4	62	8	30	35	20	45
Ensemble	51	12	37	72	4	24	94	3	3	64	10	26	47	13	40

(*) Chaque chiffre mesure le pourcentage des personnes interrogées appartenant à une catégorie qui mettent en œuvre (de manière exclusive ou en combinaison avec d'autres) ou pas l'un des critères d'appréciation du maire dégagés à partir du codage des réponses à la question : Quelles sont selon vous les qualités d'un bon maire ? Ainsi pour 14 % des personnes résidant dans les communes de moins de 3 500 habitants, le jugement porté sur le maire est exclusivement formulé à partir de critères éthiques touchant à sa personne.

Tableau V 4

Position sociale et critères du vote ()*

Caractéristiques des personnes interrogées	Qualités éthiques des candidats			Défense des intérêts d'une catégorie			Apolitisme des candidats			Gestion ou programme des candidats			Appartenance ou orientation politi- que des candidats		
	(3 colonnes = 100 %) → Absence du critère	Critère exclusif	Critère co- occurent	Absence du critère	Critère exclusif	Critère co- occurent	Absence du critère	Critère exclusif	Critère co- occurent	Absence du critère	Critère exclusif	Critère co- occurent	Absence du critère	Critère exclusif	Critère co- occurent
Lieu de résidence															
Commune — 3 500 hab. . .	61	22	17	89	7	4	85	6	9	65	16	19	87	7	6
Commune + 3 500 hab. . .	78	7	15	90	10	0	93	2	5	68	22	10	51	34	15
Amiens	80	8	12	92	3	5	83	6	11	70	11	19	51	30	19
Hommes	75	9	16	90	7	3	84	6	10	67	14	19	60	24	16
Femmes	65	22	13	92	4	4	89	4	7	72	16	12	72	21	7
Moins de 35 ans	75	14	11	93	7	0	84	7	9	63	14	23	64	18	18
35-64 ans	71	13	16	89	6	5	86	5	9	68	15	17	64	22	14
Plus de 64 ans	72	13	15	92	6	2	85	4	11	70	17	13	66	25	9
Classes populaires	63	24	13	91	5	4	87	5	8	76	8	16	71	17	12
Classes moyennes	73	10	17	89	7	4	84	6	10	67	18	15	61	24	15
Classes supérieures	79	3	18	88	9	3	88	0	12	55	15	30	55	27	18
Niveau scolaire < Bac . .	71	16	13	90	7	3	84	7	9	73	15	12	69	20	11
Niveau scolaire ≥ Bac . .	67	13	20	92	4	4	86	3	11	58	14	28	52	28	20
Ensemble	72	13	15	90	6	4	86	5	9	68	15	17	65	22	13

(*) Chaque chiffre mesure le pourcentage des personnes interrogées appartenant à une catégorie qui mettent en œuvre, de manière exclusive ou en combinaison avec d'autres, ou encore qui ne manipulent pas l'un des schèmes d'appréciation des situations électorales dégagés à partir du codage des réponses à la question : « Le 6 mars prochain, au moment de voter, qu'est-ce qui va compter le plus pour vous, qu'est-ce qui va décider votre vote ? ». Ainsi 22 % des personnes résidant dans les communes de moins de 3 500 habitants se prononcent en fonction des qualités éthiques des candidats.

Assez rares (6 % des personnes interrogées) et sans déterminants très nets, les critères partisans ou idéologiques apparaissent plutôt sous la forme déniée de l'apolitisme⁸ (le maire de tous, neutre, soucieux de l'intérêt général, privilégiant la gestion sur la politique), critère implicitement revendiqué par 36 % des personnes interrogées et, là aussi, plus souvent cité par les hommes, les membres des classes supérieures et les Amiénois.

Faute de pouvoir se prononcer sur les politiques proposées ou menées, les autres agents s'en tiennent à la personne du maire et privilégient alors les qualités éthiques (honnêteté, droiture, fermeté, sincérité, tolérance, courage, loyauté, franchise, dévouement), citées par 49 % des enquêtés ou la disponibilité (présence, bonne écoute, à la disposition de ses électeurs, contacts avec les habitants) citée dans 28 % des cas.

Bien qu'assez répandus, les critères éthiques fonctionnent d'autant plus comme instrument exclusif d'appréciation que l'on s'adresse aux femmes, aux plus âgés ou aux membres des classes populaires alors que chez les hommes et au fur et à mesure que la position s'élève les qualités éthiques personnelles du maire sont un élément d'évaluation parmi d'autres et complètent le jugement porté sur les politiques.

De même, la disponibilité du maire est privilégiée, surtout comme critère exclusif, chez les femmes et les membres des classes moyennes.

Cette variété des critères d'appréciation du maire se retrouve également pour les critères implicites du vote mis en évidence à travers les réponses à la question : « Le 6 mars prochain, au moment de voter, qu'est-ce qui va compter le plus pour vous, qu'est-ce qui va décider votre vote ? » (tableau V 4). La gestion, les réalisations, la compétence, l'efficacité et le style du conseil municipal sont plus souvent cités comme élément d'appréciation par les hommes, les classes d'âge intermédiaires ou, surtout, quand le niveau de diplôme ou la position s'élève. Cité par 32 % des personnes interrogées, ce type de critère n'est pas, pour ce qui concerne le vote, le plus fréquent puisque les critères spécifiquement politiques sont mis en avant par 35 % des personnes interrogées.

Bien que le laconisme des réponses ne permette pas d'isoler parmi ces critères ceux qui expriment une relation d'identification et de délégation aux partis et ceux qui correspondent à une conception plus élaborée de l'univers politique, ces appréciations proprement politiques sont plus fréquentes chez les hommes, les plus diplômés et les membres des classes supérieures.

Les critères politiques coexistent chez plus d'un enquêté sur deux avec des jugements portés sur les qualités éthiques et/ou sur les réalisations proposées ou accomplies par les candidats. En même temps, l'appréciation de la gestion est un peu plus fréquente quand la taille de la commune

8. La dénéiation, chez certains agents, du choix politique au nom de l'apolitisme transparait dans le fait que ceux qui déclarent par ailleurs voter sur des critères politiques (cf. infra) sont à peu près aussi nombreux proportionnellement à faire état d'une conception apolitique du Maire que ceux qui mettent en œuvre d'autres critères au moment de voter. Chez d'autres agents, « l'apolitisme » peut avoir d'autres significations (cf. chapitre IV).

décroit alors que les jugements sur l'appartenance partisane ou l'orientation idéologique des candidats augmentent nettement en sens inverse. Plus la compétition municipale se déroule selon la logique spécifique des champs politiques différenciés, plus des éléments d'appréciation politiques interviennent donc dans les jugements des électeurs.

Même si ces éléments coexistent avec un jugement sur le contenu des programmes ou même si les préférences partisans ou idéologiques peuvent synthétiser des attentes quant à l'orientation des choix de gestion, on voit que dans les cas où des politiques publiques sont proposées sur des marchés politiques différenciés certains des consommateurs se prononcent au second degré et que des considérations proprement politiques viennent interférer et, dans certains cas, l'emportent sur les préférences concernant les biens publics proposés sur ces marchés politiques ou sur les marchés du pouvoir politique.

Au contraire, plus on va vers les communes rurales, moins la logique d'opposition politique spécifique donc des préoccupations de label, d'orientation idéologique *générale* ou de situation des candidats par rapport aux oppositions du champ politique central interviennent et plus le vote prend en considération les mesures concrètes que le conseil municipal a décidé ou va décider⁹. Du même coup, plus on va vers les marchés politiques indifférenciés, plus les électeurs se déterminent aussi en fonction de leurs intérêts sociaux pratiques :

— « l'équilibre de représentation des habitants (anciens ou nouveaux, agriculteurs ou fonctionnaires) » (homme, 38 ans, agent de maîtrise administratif à la S.N.C.F., B.E.P.C., résidant dans une commune rurale de la Somme depuis 3 ans) ;

— « cela ne changera rien puisque c'est toujours le même avec les mêmes conseillers tous agriculteurs et du Pays ici pays réservé personne ne sait rien » (homme, 63 ans, retraité S.N.C.F., résidant depuis quatre ans dans une commune rurale de la Somme) ;

— « voter pour celui qui défendra les intérêts de ceux qui ne possèdent rien et qui ont besoin d'être secouru s'il EXISTE » (femme, 51 ans, sans profession, sans diplôme, mariée, dix enfants, résidant dans une commune rurale de la Somme) ;

— « faire en sorte que les communes n'appartiennent pas « aux Messieurs » comme Jadis » (homme, 33 ans, menuisier en ameublement, C.A.P.) ;

— « ce qui va compter le plus pour moi sera, le changement après

9. Ce n'est donc que dans des cas particuliers que le vote peut être, éventuellement, considéré comme l'expression des préférences des consommateurs de biens publics. Ce ne serait que sur les marchés politiques indifférenciés et dans l'hypothèse (improbable) ou les divergences ne concerneraient qu'un enjeu unique, que l'élection pourrait être analysée comme un référendum sur les politiques publiques proposées ou accomplies. Quand les adeptes de l'école du choix public prétendent analyser le fonctionnement « du » marché politique ils oublient donc tout simplement la dimension politique spécifique de ce marché. Sur ce point, cf., par exemple, Gordon Tullock, *La marché politique - Analyse économique des processus politiques*, Paris Economica, 1978 ou Denis C. Mueller, *Analyse des décisions publiques*, Paris, Economica, 1980.

les élections à savoir, si on peut mettre sur pied un ramassage de poubelles une fois par semaine. Il y a une quarantaine de + de 65 ans à B. et c'est un problème pour eux » (homme, 62 ans, chauffeur routier en retraite, sans diplôme).

Lorsqu'ils interviennent sur les marchés politiques différenciés, les agents sociaux les moins compétents politiquement sont dans l'impossibilité de mettre en œuvre des critères politiques d'évaluation et tendent alors à se prononcer à partir d'un jugement sur les qualités éthiques des candidats (28 % des cas dans l'échantillon dont il faut rappeler qu'il est atypique sous le rapport de la distribution des niveaux de compétence politique). Si la fréquence de l'utilisation d'instruments d'appréciation éthiques augmente avec la position sociale quand ils sont manipulés avec d'autres éléments de jugement, elle varie en sens inverse et se révèle également plus élevée chez les femmes lorsque ces instruments fonctionnent de manière exclusive c'est-à-dire quand les agents sont dépourvus d'autres critères de vote.

Comme l'identification à un parti, la personnalisation des critères d'appréciation peut être d'ailleurs une manière d'exprimer la tendance des plus démunis des profanes à s'en remettre à leurs représentants :

Q. : Quelles sont ... les qualités d'un bon maire ?

R. : de s'occuper de toute la ville René Lamps est un Bon maire.

Q. : ... qu'est-ce qui va décider votre vote ?

R. : d'avoir Toujours le même maire (femme, 51 ans, agent de service, C.E.P.).

Cette situation de dépossession peut aussi conduire certains de ces profanes à dénoncer la politique sous les apparences de l'apolitisme :

— « Eliminer les querelles entre les partis pour ne laisser que les problèmes propre à notre ville. Voir ce qui est nefaste et penser au mieux pour les personnes de notre cité. Sinon rien n'ira il faut maintenir les promesses » (femme, 51 ans, agent de service, femme d'artisan, C.E.P., Amiens) ;

— « Actions, résultat acquis le respect de tous la confiance et non tous les boniments que l'on entend presque chaque jour assez de discours des actes » (homme, 73 ans, menuisier en retraite, C.E.P., C.A.P., Amiens) ;

— « L'avenir du pays où les conseillers pensent le plus souvent à leurs propres intérêts » (femme, 36 ans, ouvrière, sans diplôme).

Ce type d'appréciation ou de rationalisation de l'absence de critère d'appréciation est d'autant plus fréquent que l'on descend dans la hiérarchie sociale. Il doit être distingué de l'apolitisme politiquement orienté plus souvent revendiqué par des agents dont la maîtrise est attestée par la multiplicité des critères de choix énumérés :

— « La qualité des projets présentés et leur fiabilité ; la qualité des hommes appelés à les mettre en œuvre ; leur esprit de dialogue, d'ouverture en dehors de tout esprit de parti pris ou d'appareil politique » (homme, 42 ans, cadre HLM, maîtrise) ;

— « Je ne veux pas voter pour un homme qui soit manipuler par un parti comme l'est actuellement le maire d'Amiens. Je voterai pour le changement dans notre ville, comme le 10 Mai 81 pour la France entière » (homme, 36 ans, agent commercial, B.E.A.) ;

— « Je choisirai les plus capables, non démagogues, non inféodés, ceux que je sentirai le plus près de mes préoccupations » (homme, 55 ans, fonctionnaire, B.S., capacité en droit).

A l'inverse, faute de pouvoir donner un sens aux situations politiques dépourvues à leurs yeux de réalité, les plus démunis interviennent sur les marchés politiques de manière fluctuante voire aléatoire et atténuent du même coup l'efficacité des mécanismes de structuration des échanges.

D) *Universalisation et irréalité*

Cette irréalité des discours politiques ressentie par beaucoup de profanes ne vient pas de ce que l'état des problématiques politiques à un moment donné du temps empêcherait la constitution de certains problèmes sociaux en objet de discours politiques.

Des enjeux fréquemment cités dans le premier questionnaire comme les divers sujets d'indignation éthique, les relations inter-individuelles ou les problèmes professionnels ne sont pas perçus comme ayant été ignorés par les partis bien que ces derniers tendent à les exclure de l'univers des questions susceptibles de prises de position.

Même les enjeux dont les personnes interrogées dénoncent, dans un autre contexte, l'insuffisante prise en charge par leurs représentants ne sont pas perçus comme ayant été délaissés au cours de la campagne électorale comme si l'évocation de circonstances politiques suffisait à paralyser les profanes qui se sentent les moins compétents et autorisés pour intervenir :

Q. : Dans votre commune quels sont les problèmes les plus importants selon vous ?

R. : Le manque d'argent. La désinvolture des pouvoirs publics face à cette chose.

Q. : Dans votre vie quotidienne, quels sont les problèmes les plus importants que vous rencontrez, vous, personnellement ?

R. : Votre question est imprécise il y a tant de problèmes dans la vie.

Q. : Y a-t-il des problèmes qui vous tiennent particulièrement à cœur et dont on ne parle pas suffisamment au cours de cette campagne électorale ?

R. : Non. (Femme, 34 ans, employée de bureau, C.E.P.)

Déjà désarmés pour formuler un jugement sur les situations politiques, les agents sociaux les plus dépossédés politiquement sont par ailleurs d'autant moins portés à contester l'activité de leurs représentants qu'ils adoptent spontanément une position de délégation et s'en remettent complètement à eux :

- Q. : Durant cette campagne électorale, quelles sont les questions discutées par les différents candidats qui vous semblent à vous les plus intéressantes ?
- R. : Avoir un conseil municipal se réunissant plus souvent pour les affaires de la commune.
- Q. : Quelles sont ... les qualités d'un bon maire ?
- R. : S'occuper le plus possible de sa commune ne pas rester indifférent au malheur de prendre plus de contact avec ses administrés. (Femme, 43 ans, concierge, C.A.P.)

Pour beaucoup de profanes, l'irréalité de l'univers politique vient plutôt de ce que même lorsque les problèmes sont évoqués par les partis politiques, ils sont discutés sans être vraiment discutés :

- Q. : ... quelles sont les questions discutées par les différents candidats qui vous semblent à vous les plus intéressantes ?
- R. : L'emploi, la sécurité des citoyens, l'animation.
- Q. : Y a-t-il des problèmes qui vous tiennent particulièrement à cœur et dont on ne parle pas suffisamment au cours de cette campagne électorale ?
- R. : Oui, voir ci-dessus (les candidats survolent ces problèmes et préfèrent s'entredéchirer. (Homme, 35 ans, bijoutier, diplôme : ATV CCI Paris.)

Cette impression d'abstraction et de généralité est inscrite dans le travail d'agrégation des intérêts externes par les représentants politiques.

Quand les partis évoquent la question des transports ou de la circulation ils ne peuvent complètement satisfaire celui qui se préoccupe du « manque d'autobus dans Rivery pour moi, mes amis qui ont leur sépulture là-bas et ne peuvent plus s'y rendre » ou qui demande « de faire respecter les feux et limitations de vitesse carrefour Pont Noyelles et chaussée Jules Ferry » (femme, 75 ans, sans profession, sans diplôme), sans parler des problèmes hors de leur portée :

- Q. : Au cours de la semaine passée avez-vous rencontré des difficultés particulières ?
- R. : Oui des maladies et des décès moi même malade.
- Q. : Quels sont les sujets dont vous discutez le plus souvent avec les gens autour de vous ?
- R. : Je ne rend plus visite chez mes amis étan malade. (Femme, 81 ans, ouvrière en retraite, « veuve et seule », sans diplôme.)

Ces contraintes et ces limites de la représentation sont d'ailleurs ressenties par les profanes puisqu'ils cherchent spontanément à rendre leurs préoccupations politiquement présentables en leur donnant au moins l'apparence d'une revendication collective : « ... pour les personnes âgées de Rivery de ce fait aucun commerce ne s'y installe les plus démunis

sont obligés d'acheter plus cher aux marchands ambulants, les vieux ne peuvent se rendre au club il y a les écoliers aussi » (femme, 75 ans, sans profession, sans diplôme, citée ci-dessus).

Pour que l'échange se réalise sur les marchés politiques il faut donc qu'une offre de produits pertinente pour les consommateurs rencontre des attentes exploitables par les entrepreneurs. L'établissement des transactions suppose donc l'existence chez les consommateurs d'une disposition à entrer en relation d'échange notamment une disposition à faire crédit aux représentants donc à *attendre* une solution politique à leurs propres difficultés d'autant plus improbable que les agents sont plus éloignés des champs politiques, que leurs difficultés sont plus individuées et qu'ils ne peuvent pas attendre :

Q. : Dans votre vie quotidienne, quels sont les problèmes les plus importants que vous rencontrez vous personnellement ?

R. : Le chômage et l'argent.

Q. : Quels sont vos principaux motifs de satisfaction ?

R. : D'avoir la chance que mes parents soit encore là pour me loger sinon je serais à la rue sans argent.

Q. : Au cours de cette semaine passée avez-vous rencontré des difficultés particulières ?

R. : Oui. Pas d'argent ... ne rien pouvoir acheter pour un anniversaire.

Q. : Quelles sont les trois questions les plus urgentes à résoudre en priorité selon vous ?

R. : Chômage, la violence, la faim dans le monde.

Q. : Qui serait le mieux placé, selon vous, pour résoudre chacune de ces questions ?

R. : C'est le rôle du gouvernement ou du moins ça devrait l'être ils sont élus pour ça. (femme, 20 ans, chômeuse, C.A.P., « sortie de l'école en 79 depuis sans emploi »).

E) *Les contraintes différentielles de la mobilisation*

On voit que la possibilité pour une entreprise politique de constituer et de mobiliser sa clientèle dépend de la disposition de cette clientèle à se prêter aux jeux de l'échange donc de sa disposition à universaliser ses intérêts particuliers, à maîtriser le langage et le mode de pensée des agents des champs politiques différenciés et à accorder du prix aux enjeux spécifiques de ces champs.

Les obstacles à la mobilisation et, par compensation le travail de mobilisation que les mandataires doivent produire seront donc d'autant plus importants que la distance sociale sera plus grande entre les partis et leurs clients.

Ainsi, les participants aux réunions publiques mettent-ils plus souvent l'accent sur les problèmes de « politique nationale » et sur certains problèmes politiques « locaux » que les personnes interrogées à travers les questionnaires publiés dans le « Courrier Picard ».

De même, les problèmes privilégiés par les deux listes (par exemple l'emploi et, plus nettement encore, tout ce qui touche à la « politique nationale ») ou par l'une d'entre elles (par exemple la propriété ou la sécurité) sont d'autant plus cités par le public des réunions que les personnes interrogées participent plus régulièrement à ce type de rassemblement et sont donc plus proches des partis politiques.

Il en résulte que plus les oppositions politiques se constituent selon une logique autonome, plus la participation des agents occupant une position dominée dans les diverses divisions du travail aux relations d'échange politique devient improbable¹⁰. Même si leur inclination à la critique sociale contribue à politiser leur vision du monde, elle ne fait pas complètement disparaître les obstacles sociaux à leur entrée sur les marchés politiques¹¹. En outre, plus la position sociale des agents s'abaisse, plus la relation d'échange, dans la mesure où elle se constitue, repose soit sur la délégation complète des profanes (Q. : ... qu'est-ce qui va décider votre vote ? R. : Rien, d'autres - en général - quand - ont - à un bon - Maire - ont lui fait - plusieurs - années - de suite - ont - lui - fait - confiance pour la gestion - avec son Conseil - Municipal - (homme, 48 ans, OS, aucun diplôme), soit sur des enjeux externes constitués comme enjeux politiques par les partis et sélectionnés par leurs clients en fonction de leurs intérêts sociaux.

Dans les échanges politiques ordinaires, les profanes sont ainsi condamnés à se mettre hors-jeu, à tenter le tirer leur épingle du jeu ou à jouer le jeu donc, de toutes les manières, à penser les enjeux dans les limites du jeu.

Quant à la question du déroulement des échanges extraordinaires, elle dépasse le cadre des élections municipales et reste donc posée.

Qu'est-ce qui est en jeu dans une élection ?

À cette question, l'analyse d'une élection municipale, cas à la fois particulier et généralisable, permet d'apporter des réponses.

Elle montre que l'enjeu d'une élection dépend d'abord du jeu et de ce que les joueurs y introduisent.

10. Ces relations jouent plus fortement pour les enjeux centraux que pour les enjeux périphériques auxquels les profanes s'intéressent selon une logique structurale qui conduit les classes supérieures à privilégier les premiers alors que les membres des classes moyennes s'attachent plus souvent aux seconds.

11. Dans l'enquête auprès des participants aux réunions publiques, les sympathisants des partis de gauche mentionnent plus souvent les enjeux politiques centraux que ceux des partis d'opposition dont la position sociale est pourtant, en moyenne, plus élevée. Cependant, malgré cet élément de politisation spécifique, la fréquence de citation de ces enjeux augmente avec la position sociale. Par contre, les enjeux politiques périphériques (politique « locale », appréciation de la gestion et des réalisations de la municipalité) sont plus souvent mis en avant par les sympathisants des parties d'opposition qui s'étaient au cours de la campagne placés stratégiquement en position de prétendants locaux.

La stratégie de la campagne comme ce qui est effectivement discuté dans une élection (municipale) est largement déductible des positions occupées dans le champ de concurrence par les protagonistes. Les relations de concurrence favorisent l'apparition d'un consensus sur la valeur et la hiérarchisation des enjeux définissant ce qui mérite d'être débattu et, tacitement, ce qui peut être négligé.

Les prises de position politiques ne sont pourtant pas complètement réductibles aux positions occupées dans le champ. En même temps que les relations de concurrence les conduisent sur le terrain de l'adversaire, les entreprises politiques mettent en œuvre des stratégies de démarcation qui dépendent de leur position dans le champ, mais aussi de leur orientation idéologique, de la trajectoire sociale de leurs dirigeants et des anticipations des attentes de leur clientèle. Par là, des considérations indissociablement internes (les intérêts des agents et des entreprises en compétition) et externes (les intérêts des profanes) interfèrent dans le processus de constitution des enjeux politiques.

Mais dès que et tant que des relations de concurrences spécifiques apparaissent, les profanes sont placés en situation de dépossession et ne peuvent et ne font que demander ce que les spécialistes leur proposent. En même temps, les attentes des profanes sont fonction de leurs dispositions sociales incluant leurs dispositions à l'égard de l'univers politique. C'est donc l'homologie ou la proximité (toujours relative du fait de l'existence d'intérêts spécifiques aux spécialistes) des dispositions des représentants et des « mandants » qui fonde mais aussi qui limite les transactions sur les marchés politiques différenciés.

Par rapport aux produits offerts par les entrepreneurs, les consommateurs *individuels* mettent en œuvre trois types de stratégie qui se sont historiquement constituées à travers le développement des échanges politiques :

— les plus proches socialement et culturellement des représentants reprennent leur mode de pensée et leurs discours et se sentent en mesure de les contrôler ;

— les plus éloignés se placent en situation de hors jeu, opposent une indifférence pratique parfois rationalisée sous les apparences de l'antipolitisme au déroulement du jeu (et doivent être distingués du petit nombre de ceux dont l'indifférence ou l'hostilité ostentatoire est politiquement constituée) ;

— les autres sélectionnent certains aspects des biens politiques proposés (de façon nécessairement abstraite et universaliste) en fonction de leurs intérêts politiques pratiques et/ou éthiques.

Dans tous les cas, les préoccupations sociales privatives des agents sociaux comme les enjeux sociaux qui n'ont pas été constitués comme enjeux des oppositions politiques se trouvent frappés d'amnésie.

Pour que des enjeux sociaux externes s'imposent aux protagonistes des champs politiques différenciés, il faut que des entrepreneurs s'emparent des attentes en jachère pour s'imposer sur le marché et transfigurer les points de vue dont ils se font l'écho ou que certains profanes s'organi-

sent pour faire valoir donc pour agréger leurs intérêts et adoptent à leur tour le mode de pensée universaliste du champ politique soit pour se constituer en entreprise politique soit pour s'en remettre aux entreprises établies.

Dans tous les cas, les points de vue sociaux ne peuvent s'exprimer que par procuration et par la médiation d'une concurrence politique spécifique. Ils disparaissent du même coup en tant que points de vue sociaux.

Annexe n° 1

Questionnaire publié le 25 novembre 1982 dans *Le Courrier Picard*

VOUS AVEZ LA PAROLE... PRENEZ-LA !

1. *Dans votre vie quotidienne*
Quels sont les problèmes les plus importants que vous rencontrez vous personnellement ?
 1
 2
 3
et les gens autour de vous ?
 1
 2
 3
Quels sont vos principaux motifs de satisfaction ?
 1
 2
 3
2. *Au cours de la semaine passée*
Avez-vous rencontré des difficultés particulières ?
 Oui Non
si oui, lesquelles ?
 1
 2
 3
3. *Quels sont les sujets dont vous discutez le plus souvent ?*
Chez vous ?
 1
 2
 3
Et avec les gens autour de vous ?
 1
 2
 3
Pouvez-vous être plus précis ?

4. *Quelles sont les trois questions les plus urgentes à résoudre en priorité selon vous ?*
 1
 2
 3
5. *Qui serait le mieux placé, selon vous, pour résoudre chacune de ces questions ?*
 1
 2
 3
6. *Etes-vous satisfait d'habiter dans votre commune ?*
 Oui Non Sans réponse
Précisez pourquoi ?

7. *Dans votre commune quels sont les problèmes les plus importants, selon vous ?*
 1
 2
 3
8. *Dans votre commune, qu'est-ce qui va bien ?*
 1
 2
 3
9. *Que faudrait-il faire, selon vous, dans votre commune, pour que les choses aillent mieux ?*

Pour nous permettre d'analyser scientifiquement vos réponses, nous vous demandons d'avoir l'amabilité de répondre aux quelques questions suivantes vous concernant.

1. Année de naissance
2. Sexe M F
3. 3. Lieu de naissance
- Commune
- Département
4. Lieu de résidence :
- Commune
- Si Amiens, préciser le quartier
- Depuis quand ?
5. Etes-vous ?
- En activité
- Chômeur (se)
- Retraité (e)
- Sans profession
- Etudiant (e), lycéen (ne) .
6. Quelle est votre profession exacte (ou votre dernière profession) ?
7. Pouvez-vous être plus précis : (Par exemple, responsabilités

exercées
 taille de l'entreprise
 grade, etc.)

8. Quel est votre lieu (géographique) de travail ?
9. Quelle est votre situation de fa-
 — Célibataire
 — Marié (e)
 — Veuf (ve)
 — Divorcé (e)
 — Vivant maritalement ..
10. Nombre d'enfants :
11. Votre diplôme le plus élevé :
12. Etes-vous membre :
- d'un syndicat ?
 Oui Non
- d'un parti politique ?
 Oui Non
- d'une association ?
 Oui Non
- d'un conseil municipal ?
 Oui Non
13. Y exercez-vous des responsabilités ?
 Oui Non

Annexe n° 2

Questionnaire publié le 1^{er} mars 1983 dans *Le Courrier Picard*

ET SI VOUS NOUS PARLIEZ DES ELECTIONS ?

- Dans votre commune quels sont les problèmes les plus importants selon vous ?

- Dans votre commune, qu'est-ce qui va bien ?

- Quelle est votre commune de résidence ?

- Si Amiens, précisez le quartier ?

- Depuis quand habitez-vous votre commune ?
- Quel âge avez-vous ?
- Êtes-vous né (e) dans la commune dans laquelle vous résidez actuellement ?
 Oui Non
- Si non, quel est votre lieu de naissance ?

- Dans votre vie quotidienne, quels sont les problèmes les plus importants que vous rencontrez, vous, personnellement ?

- Êtes-Vous ?
 étudiant(e), lycéen(e)
- en activité
 chômeur(se)
 retraité(e)
 sans profession
- Quelle est votre profession exacte, ou votre dernière profession ?

- Pouvez-vous être plus précis ?

- Avez-vous rencontré cette semaine des difficultés particulières qui pourraient selon vous être résolues par votre municipalité ?
 Oui Non Sans réponse
 Si oui pouvez-vous préciser ?

- Quelle est votre situation de famille ?
 célibataire
 marié(e)
 veuf(ve)
 divorcé(e)
 vivant maritalement
- Votre sexe ? F M
- Avez-vous des enfants ?
 Oui Non
 Si oui combien ?
- Vous intéressez-vous à la campagne électorale pour les élections municipales ?
 beaucoup
 un peu
 pas du tout
- Pour les élections municipales comment vous êtes-vous informé ?

Annexe n° 3

Questionnaire distribué aux participants aux réunions publiques

- Assistez-vous à des meetings ou réunions politiques ?
de temps en temps souvent c'est la première fois
- Assistez-vous aux réunions
 toujours du même parti ?
 des partis de même tendance (par exemple : partis de gauche, partis de l'opposition ?
 des partis de toutes les tendances ?
- Etes-vous venu(e) à la réunion de ce soir ?
 seul(e)
 en famille
 avec des amis(es)
 avec des collègues de travail
 autres (précisez S.V.P.)
- Dans votre vie quotidienne, quels sont les problèmes les plus importants que vous rencontrez vous personnellement ?
.....
- Dans votre commune, quelles sont, selon vous, les principales questions qui se posent actuellement ?
.....
- Savez-vous d'ores et déjà pour quelle liste vous allez voter aux prochaines élections municipale ?
oui non autre réponse (précisez)
- Concernant les élections municipales, quelle est selon vous la proposition des partis qui vous semble :
la plus importante
la plus intéressante
- Votre sexe Masculin Féminin
- Votre âge
- Votre profession (très précise)
- Votre diplôme le plus élevé
- Votre lieu de résidence (quartier)
- Etes-vous membre : d'une association
d'un parti politique
d'un syndicat
- Si oui, précisez lequel (facultatif)

Annexe 4

CORPUS TRACTS OPPOSITION - Liste Broutin

1^{re} période :

<i>Document n° 1</i>	<i>La lettre du club Jules Verne n° 1 mai 82</i>	<i>7 un¹</i>
<i>2</i>	<i>La lettre du Club Jules Vernes n° 2 juillet 82</i>	<i>20 un</i>
<i>3</i>	<i>La lettre du club Jules Verne n° 3 septembre 82</i>	<i>20 un</i>
<i>4</i>	<i>La lettre du club Jules Verne n° 4 octobre 82</i>	<i>52 un</i>
<i>5</i>	<i>Tract PR : « Vos impôts locaux sont trop lourds »</i>	
	<i>novembre 82</i>	<i>4 un</i>
<i>5 documents</i>	<i>25 pages</i>	<i>103 un</i>

2^e période :

<i>Document n° 6</i>	<i>Dépliant : « le 6 mars, Amiens changera de municipalité »</i>	<i>18 un</i>
<i>7</i>	<i>Dépliant : « Faisons aimer Amiens : J.C. Broutin »</i>	<i>12 un</i>
<i>8</i>	<i>« un riche bilan en scandale qu'on vous cache »</i>	<i>12 un</i>
<i>9</i>	<i>L'Echo d'Amiens mars 83 : « un formidable courant »</i>	<i>63 un</i>
<i>10</i>	<i>Profession de foi</i>	<i>14 un</i>
<i>5 documents</i>	<i>27 pages</i>	<i>119 un</i>

3^e période :

<i>Document n° 11</i>	<i>Appel au meeting du cirque municipal</i>	<i>2 un</i>
<i>12</i>	<i>L'Echo d'Amiens n° 2 : « Amiens bascule »</i>	<i>56 un</i>
<i>13</i>	<i>Profession de foi</i>	<i>5 un</i>
<i>3 documents</i>	<i>11 pages</i>	<i>63 un</i>

*Total corpus tracts opposition : 13 documents
63 pages
285 un*

CORPUS TRACTS MAJORITE - Liste Lamps

1^{re} période :

<i>Document n° 14</i>	<i>Amiens perspectives (section PCF) : novembre</i>	<i>10 un</i>
<i>15</i>	<i>Amiens perspectives (section PCF) : décembre</i>	<i>9 un</i>
<i>2 documents</i>	<i>6 pages</i>	<i>19 un</i>

1. Unité de numération.

2^e période :

<i>Document n°</i>	<i>16</i>	<i>« un bon accord pour battre la droite » (PCF)</i>	<i>4 un</i>
	<i>17</i>	<i>Appel au soutien financier (PCF)</i>	<i>2 un</i>
	<i>18</i>	<i>Présentation de la liste d'union</i>	<i>4 un</i>
	<i>19</i>	<i>« 1971-1983 : un riche bilan » (municipalité)</i>	<i>39 un</i>
	<i>20</i>	<i>« Avec vous, un nouveau contrat pour Amiens »</i>	<i>25 un</i>
	<i>21</i>	<i>Présentation des candidats</i>	<i>5 un</i>
	<i>22</i>	<i>Profession de foi</i>	<i>17 un</i>
<i>7 documents</i>		<i>44 pages</i>	<i>96 un</i>

3^e période :

<i>Document n°</i>	<i>23</i>	<i>« barrer la route à la droite à Amiens »</i>	<i>6 un</i>
	<i>24</i>	<i>« Amiens dit non à la droite »</i>	<i>6 un</i>
	<i>25</i>	<i>« Détruire, c'est le seul programme de la droite amiénoise »</i>	<i>11 un</i>
	<i>26</i>	<i>« Amiens, notre ville »</i>	<i>38 un</i>
	<i>27</i>	<i>Profession de foi</i>	<i>4 un</i>
<i>5 documents</i>		<i>15 pages</i>	<i>65 un</i>

*Total corpus tracts majorité : 14 documents
65 pages
180 un*